

**RÉFORME FINANCIÈRE**

# Après les professions libérales, les universités privées rejettent un haircut

« Ce serait toucher à l'identité et à la mission même du Liban », estime le bâtonnier Melhem Khalaf.

**Fady NOUN**

Les présidents et recteurs des grandes universités privées au Liban se sont retrouvés à la Maison de l'avocat, hier, à l'appel d'un collectif des professions libérales présidé par le bâtonnier Melhem Khalaf, pour élever la voix et revendiquer le droit de dire leur mot au sujet de toutes les réformes économiques et financières esquissées en ce moment par le gouvernement, y compris celui d'une ponction sur les dépôts bancaires (haircut).

Face au tollé soulevé par cette

perspective figurant, fût-ce à titre de ballon d'essai, au cœur du plan de réformes et dont une version non définitive avait fuité, les responsables ont tenté de faire des déclarations rassurantes sans totalement convaincre les épargnants.

La réunion à la Maison de l'avocat a regroupé les présidents et recteurs des universités suivantes : USJ, AUB, LAU, Haïgazian, USEK, Balamand, la Sagesse, l'Université antonine, Louayzé, l'Université islamique et l'Université arabe de Beyrouth, ainsi que les présidents des fédérations scolaires, dont le secrétariat des Écoles catholiques.

Dans un communiqué, les responsables pédagogiques réunis ont réaffirmé que « l'enseignement supérieur et pré-universitaire au Liban a été et demeure une mission et une nécessité nationales ; la sauvegarde du niveau de l'enseignement ne saurait être sacrifiée (...). Tout règlement de la crise financière aux dépens des étudiants du Liban, de ses écoliers et de sa jeunesse, ou aux dépens du niveau académique uni-

versitaire est d'avance catégoriquement et totalement rejeté ».

Les présents ont revendiqué le droit d'être associés à toutes les décisions économiques, financières et sociales que le gouvernement prendrait et ont mis en garde contre « toute atteinte à l'épargne sociale et aux dépôts bancaires relevant des établissements d'enseignement supérieur, des enseignants et professeurs, des étudiants et du personnel universitaire, qui mettrait en danger la continuité de leurs activités ou le niveau et la qualité de leur enseignement ainsi que la mission pédagogique du Liban ».

## Avant tout, un audit

Partant, les universités représentées ont décidé de rejoindre le collectif de syndicats et ordres qui s'est récemment constitué et demandé à être considérées comme « des interlocuteurs dans les pourparlers en cours pour la restructuration de la dette publique, de la Banque du Liban et des banques commerciales où sont placées les épargnes sociales et les dépôts concernés, ou de

tout plan de redressement que prépare l'État ».

« Avant toute décision de réforme, il nous faut un audit de la République, a déclaré à *L'Orient-Le Jour* le recteur de l'USJ, Salim Daccache, à l'issue de la réunion. Nous sommes responsables de notre société, nous en sommes la conscience et il est de notre devoir de la défendre. Si un sacrifice s'impose, nous l'accomplirons, mais il faut qu'il s'inscrive dans un cadre général crédible et transparent. »

Pour sa part, le bâtonnier Melhem Khalaf a confié à *L'OLJ* que les professions libérales et les universités réunies représentent quelque 500 000 familles, sans compter qu'elles représentent aussi 1,5 million de Libanais inscrits à la Caisse nationale de Sécurité sociale. « Notre collectif, a martelé M. Khalaf, est là pour donner de l'espoir aux gens, leur dire qu'ils ne sont pas seuls, qu'une conscience sociétale s'est formée, qu'elle ne se laissera pas faire et ne permettra pas que l'on touche au pays, à son identité et à sa mission. »